

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
(Convocation du 14 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	32
• Voix	145
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	159
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Pierre Cazères, M. Didier Gaugeacq, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président

**OBJET : Ressources humaines - Contrats à durée indéterminée : CDIisation d'agents****Exposé des motifs :**

Le rapporteur rappelle qu'en matière de gestion des agents de la fonction publique territoriale, par principe, le recrutement direct en CDI ne peut être réalisé que, dans le cadre d'un transfert d'activité privé ou associative à la collectivité, ou à l'issue d'une période de contrats à durée déterminée dans la même collectivité comptant six années de services effectifs.

En effet, conformément à l'article 3-4-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 : « *tout contrat conclu ou renouvelé pour pourvoir un emploi permanent en application de l'article 3-3 avec un agent qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique est conclu pour une durée indéterminée.*

La durée de six ans, mentionnée au premier alinéa du présent II, est comptabilisée au titre de l'ensemble des services accomplis auprès de la même collectivité ou du même établissement dans des emplois occupés sur le fondement des articles 3 à 3-3. Elle inclut, en outre, les services effectués au titre du deuxième alinéa de l'article 25 s'ils l'ont été auprès de la collectivité ou de l'établissement l'ayant ensuite recruté par contrat.

Pour l'appréciation de cette durée, les services accomplis à temps non complet et à temps partiel sont assimilés à des services effectués à temps complet.

Les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, sous réserve que la durée des interruptions entre deux contrats n'excède pas quatre mois ».

Ainsi, seuls les emplois permanents pourvus par des agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 peuvent, aux termes de six années de CDD, donner lieu à la conclusion d'un CDI.

Dans un tel cas, le CDI doit être proposé à l'agent par l'employeur dans un délai de 3 mois avant l'issue du dernier contrat.

Le rapporteur indique ensuite que l'Institution Adour compte déjà deux agents CDIés respectivement en juillet 2019 et octobre 2020 au sein des services « biodiversité » et « gestion intégrée ». Il précise également que deux agents, recrutés en 2018 sur des emplois permanents de la collectivité, arrivent prochainement au terme de six années de contractuels et qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service au regard de l'expérience capitalisée, mais aussi des qualités professionnelles et personnelles des intéressés, de procéder à leurs recrutements en CDI.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu les articles 3-3 et 3-4, al. 2 à 5 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, articles L.332-8 à L.332-14, relatifs aux contrats conclus pour répondre à des emplois permanents de la fonction publique territoriale,

Considérant que deux agents arrivent au terme de six années de contrats à durée déterminée,

Considérant les propositions de contrats CDI visant à poursuivre les missions occupées par les agents concernés à l'issue de six ans de contrat à durée déterminée,

Considérant les entretiens avec les intéressés,

Considérant leur accord pour un recrutement sous forme de CDI sur emploi permanent,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité



DECIDE

Article 1

- d'autoriser le recrutement en CDI de deux agents, à l'issue de six ans de contrats à durée déterminée sur :
 - un poste catégorie A, grade Ingénieur, en charge des missions de « prévention des inondations ». Recrutement à compter du 4 janvier 2024, au 5^{ème} échelon, indice brut 611,
 - un poste catégorie B, grade Technicien Principal 1^{ère} classe, en charge des missions d'« élaboration et animation de la feuille de route gestion quantitative du bassin de l'Adour ». Recrutement à compter du 3 janvier 2024, au 5^{ème} échelon, indice brut 547,
- de valider l'évolution par voie d'avenant du poste catégorie A, grade Ingénieur, en charge de la biodiversité, à compter du 1^{er} décembre 2023, pour le porter au 6^{ème} échelon, indice brut 646,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE